

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 09/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVOLIA VALO GARD

IMPASSE DES JASONS
30900 Nîmes

Références : -
Code AIOT : 0006601697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement EVOLIA VALO GARD implanté IMPASSE DES JASONS 30900 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du chantier de mise œuvre de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2024 qui prévoit notamment :

- la modification du design extérieur du site
- la modification du process de traitement des fumées
- l'optimisation de la valorisation énergétique
- la réutilisation d'une petite partie de l'eau rejetée par la STEP voisine
- l'alimentation en chaleur du réchauffeur du méthaniseur de la STEP
- l'installation d'une chaîne de caractérisation-Installation de panneaux photovoltaïques en ombrières-Modification dans l'utilisation de produits toxiques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVOLIA VALO GARD
- IMPASSE DES JASONS 30900 Nîmes
- Code AIOT : 0006601697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'incinérateur est situé au sud-ouest du centre-ville de Nîmes, dans une zone d'activité. La société SASU EVOLIA VALO GARD exploite un incinérateur d'une puissance thermique de 35,8 MW et est autorisée à traiter 114 500 tonnes de déchets par an (26 employés). Sur la base d'un fonctionnement annuel de 7 860 heures, sa capacité moyenne horaire de traitement est de 14 t/h. L'incinérateur traite, en priorité, les déchets ménagers pré-triés des communes adhérentes au SITOM Sud Gard et représentant une population d'environ 206 000 habitants. En 2021, l'incinérateur a traité 112 500 tonnes de déchets ménagers. Le site est également autorisé à traiter des déchets d'activités de soins à risque infectieux (11 000 tonnes par an) et des Déchets d'Activité Economique non dangereux. L'incinération de boues de stations d'épuration n'est toujours pas envisagée dans l'immédiat.

L'unité d'incinération produit, depuis juin 2005, de l'électricité par la récupération de l'énergie thermique libérée par la combustion des déchets. De plus, depuis la fin de l'année 2014, une partie de l'énergie thermique est également valorisée avec un raccordement au réseau de chauffage urbain, de la ville de Nîmes. L'incinération de déchet peut ainsi être qualifiée de valorisation énergétique suivant l'article 34-1 de l'arrêté ministériel modifié du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n° 02.004N du 27 février 2002, à exploiter ces installations d'incinération et de valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur son site industriel de Nîmes. A ce jour, les installations sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 octobre 2011 (prescriptions techniques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.121N du 03 octobre 2014 (garanties financières).

La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 11 octobre 2021 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification de l'origine géographique des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.R.I.). La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 4 mars 2022 un dossier de porter à connaissance relatif à une demande de modification du tonnage autorisé sur l'UVE Evolia de Nîmes. L'arrêté préfectoral n°2022-032 DREAL du 11 juillet 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n°11.130N du 4 octobre 2011 a acté ces demandes. La société EVOLIA a déposé en préfecture du Gard le 15 mai 2024 un porté à connaissance relatif à des modifications des conditions d'exploiter suite au renouvellement de la DSP pour 10 ans. Le 6 août 2024, l'entité juridique de l'exploitant a changé pour devenir SASU EVOLIA VALO GARD.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-044-DREAL du 13 septembre 2024 acte ces modifications et le changement d'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 13/09/2024, article 2	Sans objet
2	Contrôle à l'arrivée sur le site	AP Complémentaire du 13/09/2024, article 4	Sans objet
3	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 13/09/2024, article 5	Sans objet
4	Presse à balles et stockage extérieur de balles de déchets.	AP Complémentaire du 04/10/2011, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que les travaux en cours répondent pour partie aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2024. Cependant, pour ce qui concerne le raccordement à la STEP voisine pour l'alimentation en eau de process, il convient de rappeler à l'exploitant de la STEP qu'il doit de son côté obtenir l'accord de la DDTM en charge de l'encadrement réglementaire de cette installation avant tout travaux de raccordement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement, non classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>L'établissement comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poste d'accueil et de pesée des véhicules (entrées/sorties) ; • un hall de déchargement couvert, comprenant notamment : une fosse de stockage de déchets à traiter d'un volume de 4 100 m3, une aire de contrôle visuel des déchets, une cisaille des déchets encombrants, • une presse à balles ; • un équipement spécifique de réception et d'introduction dans le four de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (D.A.S.) ; • une installation d'injection de boues pâteuses dans le four ; • une ligne de traitement par incinération, comprenant un ensemble four et chaudière : four à

grilles avec brûleurs d'appoint fonctionnant au gaz naturel de 7,16 et 14,32 MW et une chaudière de production de vapeur surchauffée accouplée à un turbo-alternateur produisant de l'électricité ;

- une unité de traitement des fumées de combustion en sortie de chaudière (Injection de l'additif DROP® dans le four, Injection de réactifs (chaux hydratée SPS ou Bicarbonate de Sodium et coke de lignite ou charbon actif), dépoussiérage, catalyseur d'abattage des oxydes d'azote) ;

- des installations pour l'extraction, le déferailage ferreux non ferreux et le stockage temporaire des résidus solides de l'incinération :

une aire de stockage tampon en bennes mobiles des matériaux ferreux non ferreux ;

une aire de stockage tampon des mâchefers avant expédition à l'extérieur du site ;

un silo de stockage des cendres et REFIOM;

- une unité de valorisation énergétique permettant la production d'électricité, dirigée vers le réseau EDF après prélèvement pour l'autoconsommation de l'usine ; cette unité comprend :

deux groupes turbo-alternateur à condensation, dont un de secours,

un aérocondenseur et un ensemble de reprise des condensats,

les équipements électriques permettant l'alimentation de l'usine et l'import / export sur le réseau EDF,

un groupe électrogène de secours ;

- une unité de valorisation énergétique permettant la production d'énergie thermique, dirigée vers le Réseau de Chaleur Urbain (RCU) de la ville de Nîmes ;

- un hydrocondenseur pour récupérer la chaleur basse température en sortie d'échappement de la turbine raccordé au réchauffeur du méthaniseur de la STEP via 2 conduites ;

- une canalisation connectée à la STEP voisine permettant l'apport en eau vers une cuve puis un système de purification composé de :

un filtre à sable

un système de désinfection par chloration

une ligne d'osmose inverse ;

- une aire extérieure permettant le stockage de 8700 m³ de déchets mis en balles soit environ 7 000 tonnes de déchets ;

- une chaîne de caractérisation ;

- une centrale photovoltaïque en ombrières au niveau du parking et de la zone « parc à balle » sur une surface totale de 2 165 m² ;

- un poste de contrôle et de commandes des installations ;

- des locaux techniques et administratifs .

L'installation d'incinération est conçue pour fonctionner 24 h sur 24, 7 jours sur 7. Le temps de fonctionnement annuel est estimé à 7 860 heures (soit environ 327 jours par an).

Constats :

Le jour de l'inspection, l'installation est à l'arrêt depuis le 29 août pour maintenance mais aussi pour réaliser les travaux de modernisation suite au renouvellement de la délégation de service public et autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2014.

Ainsi, il est constaté :

- le remplacement (en cours) d'une partie du système de traitement des fumées. Notamment la dépose de la tour d'atomisation en cours de découpage à l'extérieur du bâtiment. Une grue est présente afin d'insérer par le haut le nouveau système de traitement de fumées de combustion en sortie de chaudière (Injection de l'additif DROP® dans le four, Injection de réactifs (chaux hydratée SPS ou Bicarbonate de Sodium et coke de lignite ou charbon actif), dépoussiérage, catalyseur d'abattage des oxydes d'azote)

- la construction (effective) d'un nouveau bâtiment abritant le deuxième groupe turbo-alternateur en cours de branchement;
- la mise en place (effective) d'une chaîne de caractérisation au niveau du quai de déchargement ;
- la construction (effective) d'une centrale photovoltaïque en ombrières au niveau du parking et de la zone « parc à balle » sur une surface totale de 2 165 m²

Cependant, il n'était pas prévu de réaliser les transformations suivantes lors de ces travaux :

- l'hydrocondenseur pour récupérer la chaleur basse température en sortie d'échappement de la turbine raccordé au réchauffeur du méthaniseur de la STEP via 2 conduites ;
- une canalisation connectée à la STEP voisine permettant l'apport en eau vers une cuve puis un système de purification composé de :
 - un filtre à sable
 - un système de désinfection par chloration
 - une ligne d'osmose inverse ;

Il est rappelé à l'exploitant que les modifications autorisées par l'arrêté du 13 septembre 2024 doivent être mise en œuvre sous 3 ans pour rester autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle à l'arrivée sur le site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle à l'arrivée sur le site

Prescription contrôlée :

Afin de s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés (nature et origine) par rapport aux dispositions du présent arrêté, tout déchet qui pénètre sur le site fait l'objet des vérifications suivantes :

- existence du certificat d'acceptation préalable précité,
- examen visuel du chargement. En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable ou avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement est refusé,
- pesage,
- contrôle de la radioactivité au moyen d'un portique..

Un échantillonnage annuel des livraisons de déchets municipaux solides et autres déchets non dangereux dont l'objet est l'analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes) est à réaliser par l'exploitant. Dans le cas des déchets municipaux solides, cela implique un déchargement séparé.

Les déchets sont alors triés au travers de la chaîne de caractérisation qui peut également être utilisée pour effectuer une séparation des bouteilles de protoxydes d'azote présentes dans les déchets de certains apporteurs

Constats :

Afin de réaliser dans de bonnes conditions la caractérisation régulière des déchets entrants, une cabine de caractérisation est installée et prête à être utilisée. Elle sera principalement utilisée pour procéder à des opérations de pré-tri visant à extraire les bouteilles de protoxydes d'azote des apporteurs identifiés comme gros apporteurs de cette typologie de déchets. Elle est dotée d'un système à rayon X permettant de détecter les aérosols.

N° 3 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Le site est alimenté :

- pour l'eau industrielle, prioritairement à partir de l'eau de la STEP voisine et en secours à partir d'un forage, du réseau B.R.L. ou avec l'eau de ville.
- pour l'eau domestique, à partir du réseau de la ville de Nîmes.

L'exploitant s'assure que l'eau provenant de la STEP, peut être utilisée dans le process sans entraîner d'impact sur le fonctionnement de l'incinérateur en fixant des seuils limites pour les paramètres impactant le process. Les fréquences d'analyses de l'eau provenant de la STEP sont fixés par l'exploitant.

Les ouvrages de prélèvement d'eau sont aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0.5 m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues, ..). La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue.

Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, les installations de prélèvement sont munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin limiter tout risque de pollution des eaux.

La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service est portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Les forages sont réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant s'assure après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.

L'interconnexion entre le réseau d'alimentation en eaux sanitaires et celui d'alimentation des eaux de l'usine (refroidissement, procédés ..) est autorisé moyennant l'emploi de disconnecteur évitant le retour d'eau de l'usine vers le réseau d'eau potable.

L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau. La capacité de production dans des conditions satisfaisantes du forage de la Bastide doit être vérifiée.

Les résultats des relevés de consommation d'eau de l'ensemble des points de prélèvement sont adressés, à l'inspection des installations classées, suivant les modalités fixées par l'inspection.

Constats :

Le raccordement à la STEP n'a pas été commencé pour le moment. Des discussions sont actuellement en cours entre les exploitants, en particulier pour déterminer la meilleure solution

technique.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2024 de l'incinérateur, autorise ce raccordement et l'utilisation de l'eau de la STEP comme eau de process dans les conditions présentées dans le porter à connaissance de l'exploitant de l'incinérateur de mai 2024.

Cependant, il convient de rappeler à l'exploitant de la STEP qu'il doit informer de son côté les services de la DDTM du Gard en charge du suivi de cette installation au titre de la loi sur l'eau pour possiblement obtenir une autorisation de raccordement et de travaux pour ce qui les concernent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Presse à balles et stockage extérieur de balles de déchets.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2011, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Presse à balles et stockage extérieur de balles de déchets.

Prescription contrôlée :

En cas d'arrêt prolongé du four, si la capacité maximale dans la fosse de stockage est atteinte, les déchets, hors D.A.S, sont mis en balles pressées et enrubannées dans un film étanche, puis stockées temporairement sur le site, sur un "parc à balles" pouvant recevoir 7 000 tonnes de déchets, soit environ 3 semaines de réception.

Le stockage des balles de déchets est éloigné de 6 m de la clôture de l'établissement.

L'empilement des balles est limité à 4 niveaux avec un retrait de 1 balle à partir du 3^{ème} niveau. Les balles sont reprises et incinérées au plus tard 15 jours après la remise en route des installations et en fonctionnement normal de l'incinérateur au rythme minimum de 220 balles incinérées par semaine en moyenne hebdomadaire.

L'exploitant établi et tient à jour un plan de gestion du stockage extérieur de balles justifié. Ce document de suivi du stockage est repris dans les rapports prévus aux articles 11.5, 11.6 et 11.7 du présent arrêté.

Constats :

Il est constaté que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 octobre 2011. En effet, le jour de l'inspection, environ 1500 tonnes de déchets en balles sont stockés, éloignés de 6 m de la clôture de l'établissement. L'empilement des balles est limité à 4 niveaux avec un retrait de 1 balle à partir du 3^{ème} niveau.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est autorisé à stocker jusqu'à 7000 tonnes de balles suivant l'arrêté d'autorisation et que ce stockage doit être fait sous la forme d'un ilotage tel que précisé dans l'étude de dangers du site afin de faciliter la part du feu en cas d'incendie.

En cas de risque de prolongation de l'arrêt, et donc de surstockage, il est demandé à l'exploitant de prendre des dispositions adaptées tel que le stockage sur un site externe.

Type de suites proposées : Sans suite